

La catastrophe sanitaire en Inde : À qui profite le crime ?

Avec 3 700 décès dans la seule journée de dimanche, près de 400 000 nouvelles contaminations par jour, et un bilan total officiel (volontairement sous-estimé) de plus de 205 000 morts du Covid, l'Inde bat aujourd'hui tous les records de la crise sanitaire. Et dans ce pays où la pratique majoritaire est l'incinération des défunts, on en est à organiser des bûchers collectifs en pleine rue.

En janvier dernier le chef du gouvernement indien, leader de l'extrême droite religieuse hindouiste, Narendra Modi, déclarait que l'Inde avait contenu le coronavirus, que la crise était passée et son pays un modèle. En ce début d'année le gouvernement indien n'était occupé qu'à envoyer sa police contre les paysans qui avaient investi la capitale New Dehli pour protester contre une loi qui les ruinait au profit des magnats de l'agro-alimentaire.

Gouvernement d'extrême droite et milliardaires

L'ampleur de la catastrophe sanitaire en Inde serait-elle seulement le résultat de l'irresponsabilité meurtrière d'un chef de gouvernement, singeant à sa façon un Donald Trump niant la gravité du virus, mais dans un pays tellement plus grand et tellement plus pauvre ? En partie seulement.

Car l'Inde n'est pas un monde à part, un pays pauvre où la maladie frapperait comme une fatalité. L'Inde n'est qu'une partie de notre monde riche, où les contrastes sociaux sont les plus exacerbés. Les fortunes des quelques milliardaires indiens, le patron de Mittal (acier), de Reliance Industrie (pétrole, téléphonie) et d'autres n'ont rien à envier aux plus riches patrons des États-Unis ou de France. Pendant qu'un ingénieur touche autour de 200 € par mois et qu'au bas de l'échelle 220 millions d'Indiens vivent avec moins de 32 roupies, soit 0,36 euro par jour.

Numéro un du vaccin et du nombre de morts

Or l'Inde est un pays moderne. Il est en ce moment même le premier producteur de vaccins du monde, qui, jusqu'à ces toutes dernières semaines, étaient essentiellement réservés à l'exportation, si rentable. Toutes les grandes compagnies du monde lorgnent sur les cohortes d'ingénieurs si peu payés que compte l'Inde, pour faire tourner leurs R&D (recherche et développement), leurs services

commerciaux et leurs productions. À l'exemple de General Electric, Hewlett-Packard, IBM, ou de Renault qui y sous-traite une partie de sa recherche, d'Air France qui y a délocalisé une bonne partie de son informatique.

Hôpitaux privés et corruption

Le budget de santé en Inde n'est que de 1,8 % du PIB du pays. Les hôpitaux publics sont officiellement gratuits mais ne représentent qu'un peu plus de 37 % de l'ensemble des hôpitaux indiens, où le nombre de lits, de places en réanimation et de ventilateurs sont insuffisants, même en temps normal. Quant au secteur privé, toujours très cher, c'est la course éperdue aux profits, accompagnée d'une corruption à tous les niveaux qui atteint le summum en cette période de pandémie.

Résultat : deux ou trois malades par lit à l'hôpital public, pour ceux qui ont la chance de pouvoir y entrer ; pour être pris en charge dans un hôpital privé, c'est au départ un dépôt de 100 000 roupies (1 100 euros) qu'il faut verser, soit huit fois le salaire mensuel d'un ouvrier, plus 20 000 roupies (près de deux mois de salaire) pour le transport du malade, et la bonbonne d'oxygène au marché noir se vend 40 000 roupies (50 fois son prix).

L'hypocrisie des grandes puissances

Aujourd'hui une trentaine de pays auraient décidé d'aider l'Inde. Il faut voir comment. La Russie a envoyé 1,5 million de doses de vaccin Spoutnik V pour un pays de 1,3 milliard d'habitants. La Grande-Bretagne, une cargaison de ventilateurs. Et la France s'est fendue d'un avion de matériel. Le chargement d'un seul avion, au moment même où est rouverte une plainte en corruption pour les pots-de-vin versés en 2016 pour la vente de 36 avions Rafale, des avions de guerre ceux-là, vendus par Dassault au gouvernement indien pour 7 milliards d'euros.

Contre l'enfumage du passage à l'électrique !

D'après Arnaud Debœuf, directeur industriel de Stellantis, « il faut que les gens qui font du thermique aujourd'hui se reconvertissent pour faire de l'électrique demain ». Manière de « libérer des compétences » comme dit Tavares (pour ne pas dire « licencié »). Car avec l'arrêt de 2 moteurs, c'est le travail de 1 000 collègues perdu dès 2022 à Douvrin. Or ACC (la nouvelle usine de batteries, près de Douvrin, joint-venture de PSA et Total) n'accueillerait soi-disant que 200 salariés à partir de 2023 ! La CGT appelle à un rassemblement le 6 mai devant l'usine. Des délégations de plusieurs sites y seront. Contre les suppressions d'emplois : tous à Douvrin le 6 !

Les ouvriers occupent aux fonderies de Bretagne

Mardi 27 avril, les travailleurs de la Fonderie de Bretagne à Caudan, ont voté l'occupation de l'usine, que le groupe Renault veut vendre, en se débarrassant des 350 salariés. L'État se propose d'« accompagner » les salariés des Fonderies, en aidant les licenciés. Les travailleurs étaient près de 200 à décider que « plus rien ne rentre, plus rien ne sort... et personne non plus ». Sept cadres de l'entreprise n'ont donc pas pu sortir avant 22h30... Les pauvres. Une semaine après ils sont toujours en grève et l'occupation continue. Comme à PSA Douvrin, le 6 mai, ils appellent à un rassemblement à Renault Le Mans, où se retrouveront ceux de Renault Lardy, Guyancourt et d'autres, eux aussi en lutte contre les licenciements.

3 500 personnes au rassemblement devant la sam

Dimanche 25 avril, près de 3 500 personnes se sont réunies devant l'usine Sam, près de Rodez dans l'Aveyron. Une fonderie sous-traitante de Renault, où le grève dure depuis onze jours. Les salariés sont baladés par État, Renault et le repreneur CIE Automotiv qui menace de supprimer 60 % des emplois. Renault et PSA sacrifient l'activité de fonderies automobiles partout en France, en voulant vendre leurs filiales comme les Fonderies de Bretagne, ou bien en asphyxiant les sous traitants. Renault dit clairement agir pour la concentration de la filière entre grands groupes d'équipementiers. De quoi exploiter plus et mieux mais moins de travailleurs, qui ne se laisseront pas faire à Sam comme ailleurs...

Des emplois qui fondent à vue d'œil

Les liquidations judiciaires se poursuivent dans les fonderies. Après Les Fonderies de Bretagne à Caudan, Sam dans l'Aveyron, et MBF dans le Jura, c'est au tour de FVM en Meurthe-et-Moselle qui risque de laisser 150 salariés sur le carreau. FVM, dont le principal donneur d'ordre est Renault, a subi

depuis des années, comme d'autres fonderies, des reprises par des patrons voyous, avec la bénédiction du gouvernement, de PSA et de Renault. Ceux-ci veulent maintenant créer un fonds de 50 millions d'euros pour « accompagner les transitions »...

McDo en grève contre le harcèlement patronal

Les salariés de six McDo de Seine-Saint-Denis et du Val-d'Oise sont en grève depuis une semaine, protestant contre la garde-à-vue et les poursuites judiciaires à l'encontre de deux d'entre eux.

Ils avaient dénoncé le harcèlement moral et les humiliations de la part d'une directrice et d'un superviseur. Après une enquête interne, le superviseur avait été licencié. Mais voilà que le gérant porte plainte pour « tentative de déstabilisation de l'entreprise » contre ceux qui avaient dénoncé les faits, vidéos à l'appui.

Pour le patron, il s'agit d'intimider ceux qui protestent contre les sales méthodes patronales. Ceux qui se battent ont bien raison !

Combattre le poison raciste

Adil Sefrioui, un électricien de Dole, a été victime d'une violente agression raciste dans son jardin, devant sa femme et ses enfants. Une vidéo de l'Est républicain montre l'agresseur qui traite les Sefrioui de « sales bicots » avant de se servir de sa voiture comme bélier pour foncer sur le père de famille. Il a fallu attendre la publication de la vidéo pour que la police locale prenne la plainte au sérieux et interpelle l'auteur des faits.

L'exemple vient d'en haut, de politiciens en mal d'électeurs, ou de riches qui colportent le racisme avec leur mépris de classe comme ce patron de Yacht club marseillais qui appelait la semaine dernière à des « ratonnades » contre les « bicots ».

Beaucoup de bruit pour rien

Le nouveau président des USA, Joe Biden, prétend lutter contre les inégalités en s'en prenant aux milliardaires. À croire que ces idées sont bien dans l'air du temps !

Mais à y regarder de plus près, il envisage seulement de porter les impôts sur les bénéfices de 21 à 28 %, alors que Trump les avait baissés de 35 à 21 % ! Et celui qui prétend taxer les riches prévoit d'augmenter – tenez-vous bien – de 2,6 % la plus haute tranche de l'impôt sur le revenu.

Les grands patrons, les milliardaires et leurs avocats fiscalistes n'ont rien à craindre du locataire de la Maison-Blanche.

Pour nous retrouver sur Facebook

